



Fédération Alsace bilingue
Verband zweisprachiges Elsass

Colmar, le 24 octobre 2023

Monsieur Frédéric Bierry
Président de la Collectivité
européenne d'Alsace
1 Place Quartier Blanc
67964 Strasbourg cedex 9

Objet : OLCA

Monsieur le Président, cher Frédéric,

En complément à notre courrier d'hier traitant de l'Office public de la langue régionale d'Alsace (OPLRA), nous tenons à vous faire part des préoccupations que nous avons quant au rapport que cet Office entretiendra avec l'OLCA (Office pour la Langue et les Cultures d'Alsace et de Moselle).

Rappel. En 1994 avait été créé à l'initiative des Collectivités territoriales et notamment des présidents Marcel Rudloff et de Henri Goetschy, un **Office Régional pour le Bilinguisme (ORBI)**, *Regionalamt für die Zweisprachigkeit* (en allemand). Cet office faisait la promotion de la langue régionale dans sa double composante, l'allemand standard et les dialectes d'Alsace et bataillait notamment pour l'ouverture de classes bilingues. Tout cela déplut à certains caciques du jacobinisme. L'un d'entre eux est poussé à la tête d'une cabale contre l'ORBI pour mettre fin à la prétendue apologie de l'allemand et à sa promotion. Les germanophobes obtiennent gain de cause.

L'ORBI est remplacé par l'**OLCA**, Office pour la langue et la culture d'Alsace, *Elsassisches Spròchèmt* (en dialecte donc). Les « fées » franchouillardes, qui se sont penchées sur le berceau de ce dernier n'étant pas de bon augure, un doute s'est très vite installé quant à ses objectifs. Certes la cause des dialectes allemands d'Alsace est prise en compte, comme celle par la suite du yiddish, du welche (roman lorrain) et du francique mosellan, mais qu'en est-il du standard allemand ? Comprenez-nous bien. Nous ne voulons pas ici entamer une analyse critique de cette action, qui au demeurant a un côté positif : la promotion des dialectes d'Alsace et de Moselle. Par contre, nous tenons à souligner la philosophie jacobine qui a présidé à la création de l'OLCA et à la remettre en cause, parce qu'elle renie autant le passé de l'Alsace, qu'elle en injurie l'avenir.

Que l'on ne s'y trompe, si les dialectes ont considérablement régressé, c'est en premier lieu parce que l'on a considérablement négativé la germanophonie alsacienne dans sa totalité, notamment en 1945 et au cours des décennies d'après-guerre (interdits scolaires, médiatiques et culturelles, totaux ou partiels). Si le standard allemand et les dialectes ont été victimes de la façon dont on traite en France les langues régionales, ils ont aussi souffert d'une couche supplémentaire, celle de l'anti-germanisme, qu'il soit général à la France ou particulier à l'Alsace. Les dialectes ont subi une double peine dans la mesure où ils ont été considérés comme langue des classes inférieures, pas nobles, ordinaires.

De surcroît, ils ont été dissociés de la langue de culture de référence, l'allemand standard, qui longtemps n'a plus été enseignée à l'école élémentaire, ce qui n'a pas manqué de conduire à leur appauvrissement qualitatif (moins de maîtrise), qui à son tour a contribué à leur appauvrissement quantitatif (moins de locuteurs). On ne transmet pas une langue que l'on ne maîtrise pas vraiment ou devenue lexicalement pauvre.

La revivification, qu'il s'agisse des dialectes ou du standard, dépendra de la façon dont évoluera la reconnaissance des langues régionales de France, la résilience en Alsace par rapport à l'anti-germanisme et plus particulièrement s'agissant des dialectes leur « repositivation ». La chute a été parallèle, la réhabilitation ne pourra que l'être aussi.

Mais revenons à notre propos initial, à savoir quel rapport entretiendront le nouvel Office et l'OLCA. Le premier sera-t-il créé par la seule CeA ? On sait que le second, qui était principalement financé par la Région, l'est maintenant majoritairement par la CeA.

L'OLCA, qui au demeurant est une simple association, sera-t-il intégré au nouvel Office. Ce dernier deviendra-t-il l'OLCA ou inversement ? L'OLCA continuera-t-il pour l'essentiel à faire uniquement la promotion des seuls dialectes et de la culture qui s'y rapporte ou connaîtra-t-il un retour aux sources, autrement dit au cahier des charges de l'ORBI.

L'OPLRA lui-même reprendra-t-il à son compte la mission qui avait été avec raison et courage confiée, il y a trente ans, à l'ORBI, à savoir participer activement à la survie de la langue d'origine de notre région en travaillant à ce qu'elle retrouve dans sa globalité, en l'occurrence dans ses deux expressions, à côté de la langue française, une véritable existence sociale, c'est-à-dire une véritable existence scolaire, culturelle, médiatique, économique et administrative dans sa forme standard, comme dans ses variantes dialectales ?

OPLRA et/ou OLCA, quoi qu'il en soit, pour que la langue régionale (allemand standard et dialectes d'Alsace) puisse survivre dans la société alsacienne, elle doit pouvoir y bénéficier d'une existence scolaire, culturelle, administrative, économique et sociale. C'est une condition sine qua non. Tout le reste n'y suffira pas. Il y a donc un triple travail à mener par l'OPLRA et/ou par l'OLCA, celui de la définition d'une stratégie identitaire désinhibée, celui d'obtenir les libertés nécessaires -pour pouvoir faire- et celui de l'action.

Il conviendrait d'ores et déjà d'assurer les existences énoncées ci-dessus à hauteur de 30 %. Ce taux est à la fois le minimum nécessaire pour assurer une survie à court terme et la base utile pour un plein emploi futur. Permettre à la langue régionale de survivre et de développer, c'est mettre à la disposition des Alsaciennes et des Alsaciens un bien collectif à forte efficience sociale, économique et culturel.

Envisage-t-on véritablement une politique linguistique proactive, réparatrice et régénérative en faveur du bilinguisme franco-allemand en l'Alsace ? Saura-t-on se débarrasser des douleurs du passé qui se sont muées en non-dits, ces maîtres silencieux qui poussent à la reproduction inconsciente de schémas anciens et anachroniques ? Saura-t-on remettre en question le modèle imposé après la Seconde Guerre mondiale qui a déconstruit le bilinguisme institutionnel et social d'avant-guerre ? L'osera-t-on ? Dans la négative, le sort du bilinguisme pourrait bien être scellé !

Un certain soutien est apporté à la forme dialectale de la langue régionale, comme à celle standard, en particulier à l'école pour ce dernier. Mais ce qui est fait se rapproche bien plus de soins palliatifs, qui donc n'ont qu'un effet passager, que de la mise en œuvre d'une large

gamme de soins curatifs pour employer une métaphore médicale. Et tout cela ne crée pas un fort courant de gains en locuteurs. Au bout du compte, c'est le seul vrai critère à prendre en compte. Que l'on évalue donc déjà ce qui se fait et si véritablement on veut développer le nombre de locuteurs, c'est-à-dire donner une chance à la langue allemande de survivre et de se développer en Alsace, car c'est bien de cela qu'il doit être question, alors une autre politique est à venir et à obtenir.

Monsieur le Président, nous serions heureux de pouvoir vous rencontrer pour nous entretenir de vive voix de tout cela.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, nos salutations respectueuses.

Pierre Klein, président

Sehr geehrter Herr Präsident, lieber Frédéric,

In Ergänzung zu unserem gestrigen Schreiben, das sich mit dem *Office public de la langue régionale d'Alsace (OPLRA)* befasst, möchten wir Ihnen unsere Bedenken bezüglich der Beziehung mitteilen, die dieses Amt mit dem *OLCA (Office pour la Langue et les Cultures d'Alsace et de Moselle)* unterhalten wird.

Zur Erinnerung. 1994 wurde auf Initiative der Gebietskörperschaften und insbesondere der Präsidenten Marcel Rudloff und Henri Goetschy ein Regionalamt für die Zweisprachigkeit (ORBI) gegründet. Dieses Amt förderte die Regionalsprache in ihren beiden Komponenten, dem Standarddeutsch und den elsässischen Dialekten, und setzte sich insbesondere für die Eröffnung zweisprachiger Klassen ein. All dies missfiel einigen Jakobinern. Einer von ihnen wurde an die Spitze einer Kabale gegen den ORBI gedrängt, um der angeblichen Apologie der deutschen Sprache und ihrer Förderung ein Ende zu setzen. Die Deutschfeindeingestellten setzen sich durch.

Das *ORBI* wird durch das *OLCA, Office pour la langue et la culture d'Alsace*, Elsassisches Sprochamt (also im Dialekt), ersetzt. Da die "Feen", die sich über die Wiege des *OLCA* beugten, kein gutes Omen waren, kamen sehr schnell Zweifel an seinen Zielen auf. Zwar wurde die Sache der deutschen Dialekte im Elsass berücksichtigt, wie später auch die des Jiddischen, des Welchen (Lothringer Romanisch) und des Moselfränkischen, aber was ist mit dem Standarddeutschen? Bitte verstehen Sie uns richtig. Wir wollen hier keine kritische Analyse dieser Aktion beginnen, die im Übrigen eine positive Seite hat: die Förderung der Dialekte des Elsass und der Mosel. Hingegen möchten wir die jakobinische Philosophie, die der Gründung des *OLCA* zugrunde lag, hervorheben und sie in Frage stellen, da sie die Vergangenheit des Elsass ebenso verleugnet wie sie seine Zukunft beschimpft.

Damit wir uns nicht falsch verstehen: Wenn die Dialekte erheblich zurückgegangen sind, dann in erster Linie deshalb, weil die elsässische Germanophonie in ihrer Gesamtheit erheblich negatiuiert wurde, insbesondere 1945 und in den Nachkriegsjahrzehnten (vollständiges oder teilweises Schul-, Medien- und Kulturverbote). Wenn das Standarddeutsch und die Dialekte der Art und Weise zum Opfer fielen, wie in Frankreich mit Regionalsprachen umgegangen wird, so litten sie auch unter einer zusätzlichen Schicht, nämlich der des Anti-Germanismus, sei er nun allgemein in Frankreich oder speziell im

Elsass. Die Dialekte erlitten eine doppelte Strafe, da sie als Sprache der unteren Klassen, nicht adelig, sondern gewöhnlich angesehen wurden.

Darüber hinaus wurden sie von der kulturellen Referenzsprache, dem Standarddeutschen, abgetrennt, das lange Zeit nicht mehr in der Grundschule unterrichtet wurde, was unweigerlich zu ihrer qualitativen Verarmung (weniger Beherrschung) führte, die wiederum zu ihrer quantitativen Verarmung (weniger Sprecher) beitrug. Eine Sprache, die man nicht wirklich beherrscht oder die lexikalisch arm geworden ist, gibt man nicht weiter.

Die Wiederbelebung, sei es der Dialekte oder des Standards, wird davon abhängen, wie sich die Anerkennung der Regionalsprachen Frankreichs, die Resilienz im Elsass gegenüber dem Anti-Germanismus und insbesondere bei den Dialekten ihre "Re-Positivierung" entwickeln. Der Fall war parallel, die Rehabilitation kann es nur sein.

Doch zurück zum ursprünglichen Thema: Wie wird die Beziehung zwischen dem neuen Amt und dem OLCA aussehen? Wird das OLCA allein von der CeA geschaffen? Es ist bekannt, dass das OLCA, das früher hauptsächlich von der Region finanziert wurde, nun mehrheitlich von der CeA finanziert wird.

Wird das OLCA, das im Übrigen ein einfacher Verein ist, in das neue Amt integriert? Wird das neue Amt zum OLCA oder umgekehrt? Wird das OLCA im Wesentlichen weiterhin nur die Dialekte und die damit verbundene Kultur fördern, oder wird sie zu ihren Wurzeln zurückkehren, d. h. zum Pflichtenheft des ORBI.

Wird das neue Office selbst die Aufgabe übernehmen, die vor 30 Jahren zu Recht und mit Mut dem ORBI übertragen wurde, nämlich aktiv am Überleben der Herkunftssprache unserer Region mitzuwirken, indem es sich dafür einsetzt, dass sie in ihrer Gesamtheit, d. h. in ihren beiden Ausprägungen neben der französischen Sprache, wieder eine echte soziale Existenz erhält, d. h. eine echte Existenz in Schule, Kultur, Medien, Wirtschaft und Verwaltung, sowohl in ihrer Standardform als auch in ihren Dialektvarianten?

OPLRA und/oder OLCA, wie dem auch sei: Damit die Regionalsprache (Standarddeutsch und elsässische Dialekte) in der elsässischen Gesellschaft überleben kann, muss sie dort eine schulische, kulturelle, administrative, wirtschaftliche und soziale Existenz haben. Dies ist eine *conditio sine qua non*. Alles andere wird nicht ausreichen. Das OPLRA und/oder das OLCA müssen also eine dreifache Aufgabe erfüllen: die Definition einer enthemmten Identitätsstrategie, die Erlangung der notwendigen Freiheiten - um etwas zu tun können - und die des Handelns.

Es wäre bereits jetzt angebracht, die oben genannten Existenzen zu 30 % zu sichern. Diese Quote ist sowohl das notwendige Minimum, um ein kurzfristiges Überleben zu sichern, als auch die nützliche Grundlage für eine zukünftige Vollbeschäftigung. Der Regionalsprache das Überleben und die Entwicklung zu ermöglichen, bedeutet, den Elsässerinnen und Elsässern ein kollektives Gut mit hoher sozialer, wirtschaftlicher und kultureller Effizienz zur Verfügung zu stellen.

Wird man wirklich eine proaktive, reparierende und regenerative Sprachpolitik zugunsten der deutsch-französischen Zweisprachigkeit im Elsass in Erwägung ziehen? Wird man sich von den Schmerzen der Vergangenheit befreien können, die sich in Unausgesprochenes verwandelt haben, diese stillen Meister, die zur unbewussten Reproduktion alter und anachronistischer Schemata drängen? Wird man das nach dem Zweiten Weltkrieg aufgezwungene Modell, das die institutionelle und soziale Zweisprachigkeit der Vorkriegszeit

dekonstruiert hat, in Frage stellen können? Wird man es wagen? Wenn nicht, könnte das Schicksal der Zweisprachigkeit besiegelt sein!

Eine gewisse Unterstützung wird der dialektalen Form der Regionalsprache wie auch der Standardsprache zuteil, bei letzterer insbesondere in der Schule. Aber was getan wird, ähnelt viel eher einer palliativen Pflege, die also nur eine vorübergehende Wirkung hat, als der Umsetzung einer breiten Palette von Heilbehandlungen, um eine medizinische Metapher zu verwenden. Und all das führt nicht zu einem starken Strom von Sprecherzunahme. Letztendlich ist dies das einzige wirkliche Kriterium, das man in Betracht ziehen sollte. Wenn man wirklich die Zahl der Sprecher erhöhen will, d.h. der deutschen Sprache eine Chance geben will, im Elsass zu überleben und sich zu entwickeln, denn darum muss es ja gehen, dann muss eine andere Politik kommen und erreicht werden.

Herr Präsident, wir würden uns freuen, wenn wir Sie treffen könnten, um uns mündlich über all dies zu unterhalten.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, unsere respektvollen Grüße.

Pierre Klein, Vorsitzender